

# Marie-Odile PEYROUX-SISSOKO



## Etat civil

Née le 12 juillet 1988 à Bordeaux  
Nationalité française

## Adresse

Mél. :  
Tel. :

## Diplômes et carrière

2018 : **Maître de conférences en Droit public**, Université de Lorraine  
**Qualification aux fonctions de Maître de conférences**, section 02, droit public

2017 : **Doctorat en droit public**, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Sujet : *L'ordre public immatériel en droit public français*

Jury : Pierre Delvolvé (Président du jury), Professeur émérite, Université Panthéon-Assas  
Stéphanie Hennette-Vauchez (Rapporteur), Professeur à l'Université Paris-Ouest  
Nanterre la Défense

Anne Levade (Rapporteur), Professeur à l'Université Paris-Est Créteil Val-de-Marne

Bertrand Mathieu (Directeur de recherche), Professeur des Universités, Conseiller  
d'État en service extraordinaire

Jean-Éric Schoettl, Conseiller d'État honoraire, ancien Secrétaire général du Conseil  
constitutionnel

Michel Verpeaux, Professeur à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Mention : Très honorable, félicitations du jury à l'unanimité et autorisation de publication de la  
thèse en l'état

Prix : Prix de thèse du Conseil constitutionnel 2018 ; thèse publiée chez LGDJ, Collection « Thèses », sous-collection « Bibliothèque constitutionnelle et de science politique », Tome 149, 2018, 618 p.

2011 : **Master 2 Recherche Droit constitutionnel et droits fondamentaux**, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, mention Assez bien  
Sujet de mémoire : *Le traitement de la Question prioritaire de constitutionnalité par le juge judiciaire : l'exemple de la Cour d'appel de Dijon*  
Directeur de recherche : Professeur Bertrand Mathieu

2010 : **Master 2 Professionnel Carrières administratives**, IEP de Bordeaux, mention Assez bien  
Stage de Master effectué au Bureau des élections et des études politiques, Ministère de l'Intérieur, de l'Outre-Mer et des Collectivités Territoriales

2009 : **Master 1 Droit public**, Queen's University of Belfast, (Irlande du Nord, en partenariat Erasmus avec l'Université Montesquieu-Bordeaux IV), mention Très bien

2008 : **Licence d'administration publique (LAP)**, IEP de Bordeaux, mention Assez bien

2008 : **Licence en droit**, Université Montesquieu-Bordeaux IV, mention Assez bien

2005 : **Baccalauréat**, série S, Lycée Grand-Air (Arcachon)

## Situation statutaire

2018 : **Maître de conférences en Droit public**

2017-2018 : **Assistant ingénieur d'étude**, Pôle Sorbonne Finances publiques, Département Sorbonne Fiscalité et Finances publiques (Institut de recherche juridique de la Sorbonne), Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

2014-2016 : **Attaché temporaire d'enseignement et de recherche**, Centre de recherche en droit constitutionnel – Institut des sciences juridique et philosophique de la Sorbonne (UMR 8103), Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

2011-2014 : **Doctorante contractuelle chargée d'enseignement**, Centre de recherche en droit constitutionnel – Institut des sciences juridique et philosophique de la Sorbonne (UMR 8103), Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

## Activités d'enseignement

\* Cours magistraux :

**Introduction au droit**, Licence 1 Droit, Université de Lorraine (2018)  
**Droit des libertés fondamentales**, Licence 3 Droit, Université de Lorraine (2018)  
**Préparation au grand oral**, Master 1 Droit, Université de Lorraine (2018)  
**Préparation aux questions à réponse courte**, Master 1 Droit, Université de Lorraine (2018)  
**Initiation à la recherche**, Master 1 Droit, Université de Lorraine (2018)

\* Travaux dirigés :

**Droit constitutionnel**, Licence 1 Droit, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne (2011-2013, 2015-2016)  
**Droit administratif**, Licence 2 Droit, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne (2013-2015)  
**Droit des libertés fondamentales**, Licence 3 Droit, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne (2015-2017, 2017-2018)

## Activités de recherche

### \* Publications

#### Thèse :

*L'ordre public immatériel en droit public français*, LGDJ, « Bibliothèque constitutionnelle et de science politique », Tome 149, 2018, 618 p.

#### Droit constitutionnel :

« L'ordre public immatériel : une réponse juridique à une société en crise ? », *Acta Juridica Hungarica-Hungarian Journal of Legal Studies*, n°58, 2017-2, pp. 224-232 (publication en Anglais)

« Un exemple de régulation en France : la question du voile intégral », in PEYROUX-SISSOKO (M.-O.) et KRUSZLICZ (P.) (dir.), *Constitutions nationales et valeurs européennes*, Cahiers du Centre universitaire francophone de l'Université de Szeged, 2015, 199 p., pp. 185-191

#### Droit de l'Union européenne et Droit européen :

« Charte des droits fondamentaux et Convention européenne des droits de l'homme. Vers un ordre juridique unique ? », in PEYROUX-SISSOKO (M.-O.) et KRUSZLICZ (P.) (dir.), *Constitutions nationales et valeurs européennes*, Cahiers du Centre universitaire francophone de l'Université de Szeged, 2015, 199 p., pp. 35-50

#### Contentieux constitutionnel :

« La QPC devant le juge *a quo*. L'exemple de la cour d'appel de Dijon », *Politeia*, 2014, n°26, pp. 513-527

#### Droit parlementaire :

« Parlementaires : intouchables ? », in MATHIEU (B.) et VERPEAUX (M.) (dir.), *Transparence et vie publique*, Dalloz, Les cahiers constitutionnels de Paris 1, 2015, 142 p., pp. 93-120

### Droit électoral :

« Moralisation de la vie politique : le Conseil constitutionnel ouvre la voie », *JCP A*, 2013, n°37, 2257

### **\* Communications**

- « Constitutions nationales, valeurs européennes : résultats du projet Balaton 2014-2015 », communication effectuée au 1<sup>er</sup> forum franco-hongrois, Institut Français de Budapest, Budapest, (28 septembre 2018)

- « La révision constitutionnelle de 2008 : où en est-on de la relation Parlement/Cour des comptes dans l'évaluation des politiques publiques, 10 ans après ? », communication dans le cadre du X<sup>ème</sup> Congrès mondial de l'Association internationale de droit constitutionnel, Séoul (18-22 juin 2018, en ligne)

- « L'ordre public immatériel : une réponse du juge constitutionnel à une société en crise ? » communication dans le cadre du colloque international *Les cours constitutionnelles sous pression : défis pour la jurisprudence constitutionnelle*, organisé par la Faculté d'administration publique de l'université Nationale de service public de Hongrie, l'Institut de Science juridique du Centre des Sciences sociales de l'académie Hongroise des sciences et l'Ambassade de France en Hongrie, Budapest (29 octobre 2015)

- « Des valeurs aux normes : à ordre juridique spécifique, reconnaissance exceptionnelle », communication dans le cadre d'un projet de recherche franco-hongrois de l'Université Paris 1 en collaboration avec le Centre universitaire francophone de l'Université de Szeged, Ministère de la Justice de Hongrie, Budapest (11 juin 2015, non publiée)

- « Un exemple de régulation en France : la question du voile intégral », communication dans le cadre d'un projet de recherche franco-hongrois de l'Université Paris 1 en collaboration avec le Centre universitaire francophone de l'Université de Szeged, Conseil constitutionnel (19 décembre 2014)

- « Charte des droits fondamentaux et Convention européenne des droits de l'homme. Vers un ordre juridique unique ? », communication dans le cadre d'un projet de recherche franco-hongrois de l'Université Paris 1 en collaboration avec le Centre universitaire francophone de l'Université de Szeged, Szeged (27 novembre 2014)

- « La QPC devant le juge *a quo*. L'exemple de la cour d'appel de Dijon », communication lors du Congrès de l'Association Française de Droit Constitutionnel, à Lyon (26-28 juin 2014)

- « Parlementaires : intouchables ? », communication lors du XI<sup>ème</sup> printemps du Droit constitutionnel, à l'Assemblée nationale (23 mai 2014)

- « Le nouveau référendum de l'article 11 de la Constitution : un big bang démocratique ? », communication lors de la première Journée de la Jeune Recherche Constitutionnelle, à l'Université Paris 1

(février 2012, non publiée)

### **Responsabilités associatives et de représentation**

Vice-président de la Commission de la Jeune Recherche Constitutionnelle, rattachée à l'Association Française de Droit Constitutionnel (2017-2018) et membre actif (2012-2018)

Membre de l'Association Française de Droit Constitutionnel (depuis 2011)

Membre d'honneur de la Conférence des étudiants vice-présidents d'Universités (depuis 2011)

Membre de l'équipe française des Experts de Bologne, équipe constituée par la DGESIP (direction générale pour l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle, Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche), validée par la Commission européenne, et coordonnée par l'Agence Europe Éducation Formation France (2011-2013)